



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

transport de marchandises

Question écrite n° 91510

Texte de la question

M. Pierre Morel-A-L'Huissier attire l'attention de M. le ministre des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer sur la situation des transporteurs routiers. Le transport routier de marchandises est une prestation de services qui s'exerce sans restriction depuis le 1er juillet 1998 sur l'ensemble du territoire de l'Union européenne. Ce marché sans frontière souffre d'un manque d'harmonisation des règles en la matière. Les distorsions des conditions de concurrence qui en découlent pèsent sur la compétitivité des entreprises françaises. Aussi, à la veille de l'accès au cabotage de la plupart des nouveaux pays membres de l'Union européenne, de la perspective de l'intégration de la Bulgarie et de la Roumanie et du débat actuel sur le projet de directive relative aux services dans le marché intérieur, il souhaiterait savoir s'il entend encourager, auprès de la Commission européenne et du Conseil des ministres de l'Union, une réelle politique européenne des transports routiers qui redéfinisse les règles d'accès au marché.

Texte de la réponse

Les actions qui ont été entreprises en 2005 par le Gouvernement ont pour objectif de défendre et de restaurer la compétitivité des entreprises françaises de transport routier de marchandises, dynamiques et créatrices d'emplois, confrontées à une concurrence accrue, liée à l'élargissement du marché européen. Ainsi, la loi du 20 juillet 2005 a ratifié l'ordonnance portant transposition des directives sur l'aménagement du temps de travail. Elle constitue une avancée majeure pour l'ensemble de la profession en lui restituant de la souplesse pour lui permettre, dans le respect des règles de sécurité, de lutter à armes égales avec ses concurrents. La loi du 2 août 2005 a limité à trente jours consécutifs et à quarante-cinq jours par an, la durée maximale du cabotage routier pratiqué par les transporteurs non résidents. Elle soumet les conducteurs aux règles du détachement, et donc aux règles d'ordre public applicables en France en matière de droit du travail. Elle a créé des sanctions pénales dissuasives, en particulier l'immobilisation du véhicule en infraction. Lors du Conseil européen des ministres des transports du 5 décembre 2005, la France a demandé, dans un mémorandum sur la situation du transport routier, que les discussions sur la mise en place d'un gazole professionnel harmonisé soient reprises afin de réduire la concurrence fiscale liée aux différents taux de taxations du carburant dans les États de la Communauté. Afin de remédier aux effets économiques des hausses du prix du gazole, une mesure d'urgence a été mise en oeuvre dans le cadre de la loi de finances rectificative du 30 décembre 2005. Le dégrèvement de la taxe professionnelle, qui était jusqu'alors fixé à 366 euros pour l'ensemble des véhicules de 7,5 tonnes et plus, a été revalorisé à 700 euros pour les véhicules d'un poids égal ou supérieur à 16 tonnes, ce dégrèvement étant porté à 1 000 euros pour les véhicules les plus récents et les moins polluants de 16 tonnes et plus répondant aux normes Euro II ou supérieures. La mesure a été appliquée à partir du 1er janvier 2005 et a eu un effet positif sur la trésorerie des entreprises. Enfin, la loi du 5 janvier 2006 relative à la sécurité et au développement des transports a introduit une disposition afin de mieux assurer la répercussion du prix du carburant dans les prix du transport. La même loi a fixé un délai maximal de paiement, comme le prévoit déjà le code de commerce pour un certain nombre de produits et de prestations. Les résultats enregistrés depuis le début de l'année 2006 font apparaître de manière indiscutable que ces mesures ont atteint l'objectif recherché, que l'activité des entreprises

de transport routier s'accroît et que la rémunération des prestations permet d'atteindre un meilleur équilibre économique. En particulier, il ressort des dernières données de l'UNEDIC que les effectifs salariés du transport routier de marchandises sont, dans leur ensemble, demeurés stables en 2005 par rapport à 2004.

Données clés

Auteur : [M. Pierre Morel-A-L'Huissier](#)

Circonscription : Lozère (2^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 91510

Rubrique : Transports routiers

Ministère interrogé : transports, équipement, tourisme et mer

Ministère attributaire : transports, équipement, tourisme et mer

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 11 avril 2006, page 3848

Réponse publiée le : 12 septembre 2006, page 9663